



www.terresnouvelles.be

JOURNAL DU MOIS septembre 2011



Comme vous pouvez le remarquer nous avons «relooké» notre logo! Nous tenons à remercier chaleureusement le **Crabgraphic**. (<http://www.crabgraphic.be>)



**Pour une éducation de qualité et accessible à tous
Haïti-Éduc'2012
Pleins feux sur les « Comment »**

Montréal - le 6 octobre 2011 – S'il existe un point sur lequel les Haïtiens et les Haïtiennes s'entendent, toutes tendances politiques et toutes classes sociales confondues, c'est bien sur l'importance de l'éducation pour le relèvement de leur pays. Se pose alors l'épineuse question du « **Comment** ». Comment utiliser intelligemment nos ressources humaines, matérielles et financières limitées pour transformer en un horizon de dix, quinze ou vingt ans, notre système éducatif de façon à ce qu'il devienne la locomotive de notre développement ? La réponse concrète à cette question, que personne ne connaît, ne peut émerger, selon nous, que d'une mobilisation de l'ensemble de la société haïtienne dans une entreprise de réflexion permanente couplée à l'action sur le terrain. Dresser des plans, les exécuter, évaluer ce qui a été fait, rectifier le tir, tout cela en une boucle incessante : il s'agit là d'une méthode éprouvée qu'il nous viendra de mettre en oeuvre en tant que société, de manière continue et soutenue. Dans la recherche de notre voie vers un meilleur système d'éducation, il sera important de solliciter et d'accueillir l'expression de points de vue différents, voire diver-

gents : ne diton pas que du choc des idées jaillit la lumière? **Une réflexion permanente structurée et organisée, franche, ouverte et inclusive est l'option qui offre, selon nous, les meilleures chances de succès.**

C'est dans ce contexte que GRAHN-Haïti et GRAHN-Monde prennent l'initiative, après des discussions et consultations soutenues avec des partenaires en Haïti et ailleurs, de poser la première pierre de ce qui sera **Haïti-Éduc'2012**, la première d'une série de rencontres bisannuelles qui s'échelonneront sur les vingt prochaines années, conformément à leur plan stratégique de contribution à la reconstruction d'Haïti.

Les maux qui affectent notre système d'éducation sont bien connus. Ils ont été abondamment scrutés et analysés dans de nombreux travaux, notamment ceux, très récents, du Groupe de travail sur l'éducation et la formation (GTEF), qui représentent un grand pas dans la bonne direction. D'autres initiatives, telle celle du Séminaire WISE des 28 et 29 septembre 2011, où certaines pratiques exemplaires ayant cours en Haïti même ont été mises en évidence, sont venues en prolongement de ces travaux. Avec **Haïti-Éduc'2012**, il s'agit de continuer à construire sur les acquis: partir de la situation telle qu'elle est, des diagnostics qui ont été posés et des pistes de solution qui ont été dégagées par les uns ou par les autres, pour ajouter un autre maillon à la longue chaîne de l'amélioration continue qui, seule, pourra propulser notre pays dans le 21e siècle.

L'objectif principal d'**Haïti-Éduc'2012** est d'offrir aux participants, notamment aux professionnels du monde de l'éducation, un forum et un réseau où ils pourront (i) mettre en commun leur expérience et savoir-faire pour apprendre les uns des autres; (ii) s'imprégner des analyses et recommandations contenues dans les documents publics du ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle, du GTEF, du GRAHN, et d'autres, pour éclairer la voie vers l'avenir; (iii) chercher collectivement et individuellement comment traduire celles-ci dans leur travail de tous les jours, de la manière la plus efficace possible, au besoin avec l'aide de personnes-ressources appropriées.

Nos enquêtes sur le terrain nous ont rendus sensibles au fait que d'excellentes initiatives ont lieu ici ou là, mais qu'elles demeurent trop souvent isolées et mal connues. Pourquoi ne pas donner à leurs auteurs un cadre propice à la diffusion de celles-ci pour que d'autres s'en inspirent et les enrichissent à leur tour de leurs commentaires, le but étant de mutualiser les acquis plutôt que de gaspiller nos maigres ressources à constamment réinventer la roue en un grand nombre de petits projets qui s'accumulent sans s'additionner? Trois exemples entre mille :

□ Pourquoi ne pas réfléchir ensemble à la question bien concrète de l'éveil des enfants, dès la petite enfance, à une explication scientifique du monde à partir de ce qui les entoure au quotidien (étude des roches, des plantes, des animaux, des phases de la lune, des phénomènes

météorologiques...)? Du même coup, pourquoi ne pas s'ingénier à bâtir ensemble le matériel pédagogique approprié tant pour les maîtres que pour les élèves de façon à généraliser et étendre de manière consensuelle ce qui se fait déjà, mais aussi à élargir et renforcer nos connaissances en faisant nôtres d'autres pratiques d'excellence reconnues?

□ Pourquoi ne pas offrir aux entreprises industrielles et commerciales ainsi qu'aux départements ministériels une occasion supplémentaire de s'approprier un ensemble d'outils de gestion relatifs à la stratégie d'entreprise, au leadership, à la planification et au contrôle de la qualité, dont la pertinence pour l'augmentation de la productivité, donc pour la création accrue de richesse, n'est plus à démontrer? Cette question rejoint les préoccupations et les travaux récents du Groupe de Travail sur la Compétitivité, ce qui indique une fois de plus, s'il en était besoin, que l'éducation est une réalité multiforme et que la mise à niveau de notre pays doit être envisagée de façon globale et coordonnée.

□ Comment intégrer concrètement les laissés-pour-compte de notre société en leur assurant à la fois une éducation de base, une formation professionnelle et un emploi correspondant à ce qu'ils auront appris à faire?

Un des volets d'**Haïti-Éduc'2012**, et non le moindre, sera d'offrir une série d'ateliers de formation à des étudiants et à des gens en entreprises de diverses régions du pays dans des domaines tels que les technologies de l'information et de la communication (TIC), la planification et la gestion de la qualité, et la promotion des produits locaux sur les marchés étrangers. Cette liste n'est pas limitative.

Pour toutes informations supplémentaires : <http://www.haiti-educ.org>

Haïti: du chaos à la lueur d'espoir ?

Un an et demi après le terrible tremblement de terre qui a fait 250.000 morts et deux millions de sans-abri en Haïti, force est de constater que la reconstruction du pays tarde à se mettre en route. Témoignages et réflexions.

A l'arrivée à Port-au-Prince, une lézarde dans le bâtiment principal de l'aéroport laisse clairement apparaître les traces durables du séisme. Déjà fortement marquée par des décennies de problèmes politiques, économiques et sociaux graves (1) , la société haïtienne peine à se remettre de ce nouveau coup du sort auquel se sont ajoutés le passage du cyclone Thomas, en novembre dernier, et l'apparition d'une épidémie de choléra qui a déjà provoqué la mort de 5.500 personnes.

Pour Frédéric Thomas, responsable des projets en Haïti pour l'ONG Entraide et Fraternité, «le tremblement de terre a laissé un pays ravagé, et mis en évidence la grande vulnérabilité du territoire aux catastrophes naturelles. On doit y ajouter la

pauvreté, l'absence d'Etat, l'extrême concentration et la centralisation à Port-au-Prince, l'insécurité alimentaire et la dépendance envers l'aide internationale, les politiques de libéralisation économique mises en œuvre sous la pression des instances internationales.» Autant de freins à la reconstruction du pays, estimée par la Banque interaméricaine de développement (BID) entre huit et quatorze milliards de dollars.

L'argent promis

Si les promesses de dons se sont bousculées au lendemain de la catastrophe (2), seulement 20% de celles-ci semblent avoir été honorées pour l'instant, mais les chiffres ne sont pas clairs, tout comme l'attribution des dons. Par exemple, sur les 346 millions d'euros promis par la France, 140 se rapportent à l'annulation de dettes, aux rapatriements, à des sommes qui provenaient d'autres fonds pour Haïti. Nombreux sont ceux qui dénoncent le manque de cohérence entre les promesses d'aide et la réalité des faits, comme le Père Angel Garcia, président de l'ONG espagnole « Mensajeros de la Paz » (Messagers de la paix), qui déclare que « *rien n'a encore été reconstruit.* »

Manque de coordination et de confiance entre partenaires, corruption, Etats qui conditionnent leur aide à la participation de leurs entreprises à la reconstruction, problème foncier: autant de raisons importantes et complexes aux blocages.

Le problème foncier est majeur. En Haïti, le cadastre n'existe pas, et nombre de terres privées sont en indivision. Quant aux terres publiques, situées au-dessus de 800 mètres d'altitude dans un pays très incliné, elles ont souvent été redistribuées, voire sous-louées, donnant lieu à un imbroglio inimaginable.

Dans la capitale, la population est passée de 140.000 à 2.000.000 d'habitants en 60 ans, et plus encore depuis le séisme, provoquant une pression démographique intense et la disparition des espaces à bâtir. Un animateur radio n'a pas hésité à comparer Port-au-Prince à un nouvel enfer.

Ajoutons à cela la spéculation immobilière et il devient difficile d'imaginer, dans ces conditions, trouver rapidement des solutions pour reloger des centaines de milliers de personnes vivant encore aujourd'hui dans des conditions précaires, sous des tentes, au sein de camps à Port-au-Prince.

La situation n'a d'ailleurs pas vraiment changé pour toutes ces familles de déplacés. Le Mouvement socio-culturel pour les travailleurs haïtiens (Mosctha) pose, dans son analyse de la situation, des questions essentielles: Pourquoi les gens doivent-ils encore vivre dans des tentes «provisoires» fournies les organisations, sans hygiène, ni eau, ni sanitaires ? Pourquoi des femmes et des enfants sont-ils encore violés par des hommes vivant dans les mêmes camps ?

Une instabilité politique préjudiciable

Les difficultés profondes que connaît le pays ont été accentuées par le séisme. Et la faiblesse de l'Etat s'est cruellement fait sentir dans le manque de coordination de l'aide des organisations internationales venues porter assistance au peuple haïtien.

Elu président au printemps 2011, principalement en vote sanction à son prédécesseur, René Prével, le chanteur Michel Martelli incarne, pour les couches populaires, une forme de renouveau. Jeune et connu de tous, il a su convaincre par son image. Mais, selon Carole Jacob, présidente de l'association SOFA (Solidarité des femmes haïtiennes), Martelli est un homme incompétent, mal entouré et bien trop conservateur que pour apporter à la société civile les besoins primaires attendus depuis longtemps.

Philippe Teller, bénévole auprès de l'asbl Codeart (3), parle, quant à lui, de vide politique. «*En Haïti, il n'y a pas suffisamment de recherche du bien commun. La loyauté est limitée et orientée vers la communauté proche.*» Certains accordent pourtant au nouveau président le bénéfice du doute, parmi lesquels Jean Sprumont, agronome belge expatrié en Haïti depuis 45 ans, dont l'épouse, Michelle Oriol, devrait devenir prochainement ministre de l'intérieur si le président parvient à constituer un gouvernement. «*Je le crois honnête. C'est un homme qui ne lit pas, entouré de certains personnages très douteux, mais il est à l'écoute. Quelques personnes tentent d'en faire un vrai président.*»

Une aide internationale controversée

«*Loin de tout résoudre, l'aide étrangère entraîne des effets pervers,* déclare Patrick Cherubin, du Mosctha. *Par exemple, il est difficile de trouver des médecins qui acceptent de travailler pour un prix raisonnable lorsqu'ils voient les salaires élevés pratiqués dans les grosses ONG internationales.* Une réalité corroborée par une majorité d'acteurs humanitaires qui déplorent l'augmentation importante des frais de mission sur place. «*La reconstruction mise en place par l'aide internationale ne tient pas assez compte de la société civile haïtienne*», affirme Patrick Cherubin. *Les actions sur le terrain, menées en intégrant directement les communautés locales, montrent au contraire que c'est possible et efficace*» (4).

«*J'espère que le nouveau gouvernement pourra garantir une plus grande stabilité politique et que les pouvoirs publics haïtiens pourront ainsi reprendre la direction de la reconstruction du pays à la place de l'Organisation des Nations unies ou des États-Unis, comme c'est le cas pour le moment* », souligne, de son côté, Ellen Verryt, de Solidarité mondiale.

Des solutions ?

Redonner Haïti aux Haïtiens semble être la voie à suivre. Mais comment ? Selon Jean Sprumont, qui vient de former près de 2.000 maçons via les ateliers écoles de Camp Perrin (5), depuis le tremblement de terre, le vrai problème de la

reconstruction se situe avant tout dans l'image négative que les Haïtiens ont d'eux-mêmes. Une image qui trouverait son origine dans l'esclavagisme, la malnutrition et le manque d'accès à la culture. «*Il serait temps de changer le rapport à la vérité et de donner à tous les mêmes droits. Il faut apprendre aux gens à penser pour leur permettre d'avoir un jugement et d'acquiescer de l'autonomie. C'est ce que je fais avant tout dans les formations que j'organise.*»

Entraide et Fraternité partage cette conviction et soutient des associations locales qui soutiennent elles-mêmes d'autres partenaires. Codeart (voir le documentaire «Le Pain des Tropiques», réalisé par Bernard Simon) aide des artisans à produire localement des machines permettant d'assurer les besoins de base des populations locales. Autant d'idées parmi d'autres qui semblent aller dans le sens de l'autonomie locale.

Reconstruire la société passe également par l'éducation. Avec un taux d'alphabétisation de 52 % et 4.000 écoles détruites (90% des écoles sont d'initiative privée), il y a du chemin à faire. Mais, pour Jean Sprumont, le problème se situe avant tout dans la formation des enseignants, véritablement catastrophique. «*Il faudrait en outre rendre l'enseignement plus proche des problèmes des gens. L'Etat peut trouver des moyens pour améliorer l'éducation. C'est d'ailleurs ce qui est prévu avec le président Martelli.*» Si une lueur d'espoir persiste dans le cœur de nombreux Haïtiens, il n'est pas du tout certain que la lumière apparaisse sans heurts. Bien que la phrase «*Ce dont nous ne mourrons pas nous rend plus fort*» est entendue, on peut se demander si la société civile ne va pas, en désespoir de cause, une nouvelle fois sombrer dans la violence. Et Carole Jacob de conclure: «*Nous nous battons jusqu'au bout, mais je ne sais pas pour combien de temps encore.*»

Christophe Smets

(1) Plus de la moitié de la population vit dans l'extrême pauvreté, avec moins d'un dollar par jour.

(2) Au Sommet des donateurs, réuni à New York le 31 mars 2010, le monde s'était engagé à offrir une contribution de 5.300 millions de dollars en deux ans.

(3) L'asbl Codeart est spécialisée dans la lutte contre la faim, par l'appui aux filières artisanales décentralisées de transformation des produits de base. HYPERLINK "<http://www.codeart.org/>"www.codeart.org

(4) Le Mosctha, par exemple, dispense des soins médicaux et conseils de prévention dans les campements et les communautés rurales, forme aux soins de santé de première ligne, à la gestion des eaux...

(5) Le projet de formation a été soutenu par l'Unesco et le gouvernement haïtien. Infos : HYPERLINK "<http://www.aecp-haiti.org/>"www.aecp-haiti.org/

**Rue du Fays, 55
4450 Lantin- Belgique
N° compte: 250-0082943-93
terres.nouvelles@gmail.com
www.terresnouvelles.be**